

Appel à contributions pour un dossier de

COMMUNICATION

<https://www.openedition.org/2083>

Revue du département d'information et de communication de l'Université Laval

***L'espace public en sciences de la communication : à la croisée des regards
des pays arabophones et africains subsahariens***

VOLUME 38/1

*Numéro thématique coordonné par Khaled ZOUARI (Université Clermont Auvergne, France) et
Oumar KANE (Université du Québec à Montréal, Canada)*

L'originalité de ce dossier thématique réside dans le choix du sujet principal centré sur l'espace public dans les pays arabophones (autant du Maghreb que d'ailleurs dans le monde) et africains subsahariens. Il s'agit d'un sujet peu étudié par la littérature scientifique en sciences de la communication. Les objectifs du présent appel à articles sont d'interroger la pertinence du concept d'espace public à la lumière des travaux critiques, de privilégier des travaux empiriques ancrés dans des terrains spécifiques (les pays arabophones et africains subsahariens) et de faire émerger de nouveaux objets de recherche ou de nouvelles propositions théoriques. Ce dossier permettra ainsi d'apporter une contribution susceptible d'intéresser les chercheurs travaillant sur les problématiques relatives à l'espace public en sciences humaines et sociales et en sciences de la communication en particulier.

CADRAGE THÉORIQUE

L'espace public est une notion polysémique, complexe et difficile à saisir. Elle occupe une place centrale dans les recherches en sciences humaines et sociales. D'une certaine manière, les recherches sur l'espace public ont participé et participent encore à la définition des assises théoriques des sciences de la communication et à la configuration de leurs débats épistémologiques propres. Ces débats renvoient souvent vers la construction et la déconstruction de ce concept, ainsi que vers les accords et les désaccords sur ses origines et ses significations.

Plusieurs chercheurs se sont engagés dans un travail de reproblématisation du concept d'espace public en s'interrogeant sur la place du social dans le processus de transformation et parlent de formes de résistance et d'appropriation (Bahi, 2003). Peter Dahlgren nous invite ainsi à repenser ce concept « comme une catégorie analytique, un outil conceptuel permettant non seulement de désigner un phénomène social spécifique mais aussi de l'analyser et de l'étudier » (1994 : 244). Les différentes propositions entrent en dialogue avec Jürgen Habermas dont le travail interroge l'espace public et la société bourgeoise avec une mise en exergue de l'espace public en tant qu'espace de débat et d'argumentation (Habermas, 1992). Il existe une grande profusion de travaux plus ou moins critiques sur la thèse habermassienne. Hannah Arendt inscrit le concept de publicité dans les théories de la démocratie et la citoyenneté, Dominique Wolton s'attarde sur le concept d'espace public médiatisé qui est « fonctionnellement et normativement indissociable du rôle des médias » (1992 : 31). Travaillant sur l'espace public arabophone d'avant le printemps arabe, Eric Gobe et Larbi Chouikha défendent la thèse « d'un espace public complètement domestiqué par le pouvoir politique où les possibilités d'expression étaient quasiment nulles » (2011 : 5). Bernard Miège évoque pour sa part la fragmentation de l'espace public contemporain (Miège, 1996) tandis que Nancy Fraser parle de la circulation des discours dans l'espace public et plaide pour une théorie des contre-publics subalternes

dans le sens où ils forment des arènes discursives parallèles dans lesquelles les membres des groupes sociaux subordonnés élaborent des contre discours, ce qui leur permet de fournir leur propre interprétation de leurs identités, de leurs intérêts et de leurs besoins » (2003 : 119).

Seyla Benhabib (1996, 2003) privilégie une approche interdisciplinaire pour étudier la notion d'espace public à la lumière du concept de démocratie. Dans ses travaux, elle fait référence à Hannah Arendt pour parler de l'espace public agonistique basé sur la dimension civique. Ces quelques évocations sommaires rendent mal compte de la popularité scientifique du concept d'espace public en sciences de la communication. Au-delà de cette constatation, la question qui demeure centrale est la suivante : ces différentes conceptualisations de l'espace public sont-elles pertinentes pour analyser les médias, l'internet, les expériences politiques et les pratiques communicatives citoyennes dans les pays arabophones et africains subsahariens (Gazibo, 2007) ?

Par exemple, la dimension civique, le modèle légaliste, le dialogue et l'usage de la raison sont-ils des concepts transposables aux études sur les espaces publics arabophones et africains subsahariens ? Telle est l'interrogation centrale qui guide la problématisation dans le cadre de ce dossier thématique. Son objectif principal n'est pas de rajouter une nouvelle définition de la notion d'espace public en sciences de la Communication, mais d'interroger la valeur heuristique de ce concept et son intérêt pour aborder des objets et des contextes sociopolitiques liés à des terrains de recherche autour des pays arabophones et ceux de l'Afrique subsaharienne

L'INTÉRÊT DE CE DOSSIER THÉMATIQUE

L'intérêt de proposer cette thématique est triple.

Premièrement, la diversité des travaux sur l'espace public réalisés dans les bassins francophones et anglophones témoigne de la richesse de ce sujet. Ce dossier s'inscrit dans le sillage des travaux déjà menés et permet d'appréhender la reconfiguration des débats et les manières de penser cette notion du point de vue des recherches en sciences de la communication.

Deuxièmement, l'analyse des relations (de complémentarité ou d'opposition) entre l'agir politique, les médias et les technologies de l'information et de la communication dans les pays arabophones et africains subsahariens est fort riche. Les évolutions des sociétés (par exemple les sociétés traversées par les mouvements populaires et les pays du printemps arabe), la reconfiguration du champ médiatique et les usages citoyens des TIC dans ces sociétés nous interpellent et nous incitent à observer de près les expérimentations menées et ce qu'elles peuvent nous enseigner sur la crise ou la reconfiguration d'éventuels espaces publics arabophones et africains subsahariens.

Troisièmement, le sujet de l'espace public en Afrique subsaharienne et dans les pays arabophones est assez peu couvert par la littérature scientifique en communication, contrairement à l'analyse des mouvements sociaux et de la dimension technologique. Ce dossier permettrait de publier des contributions susceptibles de remédier à ce manque et, par là même, de complexifier empiriquement et conceptuellement les travaux portants sur les terrains arabophones et africains subsahariens.

PRINCIPAUX AXES ET THÉMATIQUES ABORDES

Épistémologie et spécificité des recherches académiques sur le concept d'espace public en sciences de la communication

Les textes qui s'inscrivent dans cet axe privilégient le débat épistémologique autour de l'espace public et l'état actuel des travaux théoriques interdisciplinaires sur la question (sciences de la communication, sociologie, philosophie, science politique, etc.). Il ne s'agit pas ici de défendre telle ou telle conception de l'espace public, mais d'arrimer la diversité des pratiques que recouvre ce concept et de justifier son éventuelle pertinence (Bidima, 2000). Des lectures théoriques argumentées des notions d'espace public, d'espace médiatique, de cyberspace, d'espace public numérique, seront fortement appréciées. La mobilisation d'auteurs et de construits théoriques issus de terrains africains subsahariens et arabophones sera tout à fait indiquée à cet égard.

L'espace public à l'épreuve des réseaux socionumériques

L'originalité de ce deuxième axe réside dans le choix de la thématique centrale de « l'espace public numérique » des sociétés arabophones et africaines subsahariennes. L'objectif est ici de voir en quoi ce syntagme permet de rendre compte (ou pas) de la spécificité des expériences politiques et communicationnelles concrètes. Il s'agira de justifier la valeur heuristique du concept d'espace public numérique pour cerner la contribution réelle des technologies numériques à la construction des espaces de parole citoyenne, de débat et d'argumentation libres. L'objectif est d'appréhender, à travers une double approche théorique et empirique, l'évolution des problématiques info-communicationnelles sur les espaces de parole médiatiques et numériques et leurs (in)capacités à faire évoluer la participation citoyenne et politique (Brachotte et Frame, 2016 ; Lecomte, 2013). Quel est l'apport réel des outils des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Afrobees, Dikalo, Instagram, You tube, Snapchat, MivaSocial, Mxit, Hotshi) et autres blogues dans l'émergence des espaces publics réels ou virtuels de débat et de discussion ? Peut-on défendre l'idée selon laquelle les TIC participent à la formation d'alternatives (arènes médiatiques, espaces publics technicisés, contre-publics subalternes en ligne, etc.) ? Ou au contraire, les TIC demeurent-elles transparentes à cet égard ?

L'espace public médiatique en Afrique subsaharienne et dans les pays arabophones

Les textes qui s'inscrivent dans cet axe abordent le rôle et place des médias traditionnels nationaux et transnationaux (télévision, presse, radio) dans la construction de l'espace public dans les sociétés arabophones et subsahariennes. Il s'agit de présenter les résultats de travaux portant sur le rôle des médias dans la construction de l'espace public de ces sociétés et de voir en quoi ces médias favorisent ou restreignent la diversité des discours, des avis contradictoires et la prise de parole.

La question des médias (presse, radio, télévision, internet) dans les pays arabophones et subsahariens (Kane et Bizimana, 2015) a souvent été traitée à la lumière des thèses autour des liens qui unissent champ politique et appareils médiatiques et autour de la lourde mission et de la difficile entreprise de faire évoluer et de réformer les médias comme en Tunisie par exemple (Chouikha, 2013). Les travaux actuels portant sur les sociétés post révolutionnaires conquises par la communication abordent la construction de l'espace public (physique, numérique) résultant de l'élargissement de l'espace médiatique, des usages du web et de l'émergence des médias alternatifs et citoyens (Zouari, 2017). Les champs médiatiques arabophones et subsahariens d'aujourd'hui garantissent-ils ou non la diffusion des discours contradictoires et des avis divergents ? Permettent-ils ou non de faire naître des espaces publics fragmentés et perpétués ?

L'espace public, le politique et la citoyenneté

Ce dernier axe rassemble des textes autour des liens entre citoyenneté, champ politique et espace public. Nous privilégions des textes centrés sur les liens entre espace public et sphère politique. Les travaux qui abordent la thèse de l'espace public (physique, numérique) considéré comme une scène (réelle ou virtuelle) d'apparition du politique et la communication des problèmes publics seront fortement appréciés. Comment le pouvoir politique dans les pays subsahariens et arabophones gère-t-il l'espace public tout en contrôlant les moyens de communication et d'information ? Quels sont les liens (visibles, invisibles) qui existent entre champ politique, champ médiatique et espace public citoyen ?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ARENDDT, Hannah (1972), *Du mensonge à la violence. Essai de politique contemporaine*, Paris, Calmann-Lévy.

ARENDDT, Hannah (1961), *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy.

BAHI, Aghi (2003), « La « Sorbonne » d'Abidjan : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public? », *Revue Africaine de Sociologie*, 7(1) : 1-17. Page consultée le 26 novembre 2018.

BENHABIB, Seyla (2003), *The Reluctant Modernism of Hannah Arendt*, revised edition, Toronto, Rowman & Littlefield Publishers.

BENHABIB, Seyla (1996), *Democracy and Difference. Contesting the Boundaries of the Political*, Princeton, Princeton University Press.

BIDIMA, Jean-Godefroy (2000), « Le corps, la cour et l'espace public », *Politique Africaine*, 77 : 85-106.

BOUQUET Christian et Irène KASSI-DJODJO (2014), « « Déguerpir » pour reconquérir l'espace public à Abidjan », *L'Espace Politique*, 22, 2014-1, [En ligne]. <http://journals.openedition.org/espacepolitique/2963>. Page consulté le 4 décembre 2018.

BRACHOTTE, Gilles et Alex FRAME (dir.) (2016), « Espace public numérique et participation politique », *Les cahiers du numérique*, 11(4). [En ligne]. <https://lcn.revuesonline.com/resnum.jsp?editionId=3063>. Page consultée le 30 septembre 2018.

CHOUIKHA, Larbi (2013), « La difficile entreprise de réformer les médias en Tunisie », *Communication*, 32(1), mis en ligne le 06 mars 2014. [En ligne]. URL : <http://journals.openedition.org/communication/4692>. Page consultée le 31 mai 2018.

DAHLGREN, Peter (1994), « L'espace public et les médias. Une nouvelle ère ? » traduit de l'anglais par Marc ABÉLÈS, Daniel DAYAN et Éric MAIGRET, *Hermès*, n°13-14. [En ligne]. http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/15528/HERMES_1994_13-14_243.pdf?sequence=1 Page consultée le 07 décembre 2018..

FRASER, Nancy (2003), « Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante », dans Emmanuel RENAUD et Yves SINTOMER (dir.), *Où en est la théorie critique ?*, Paris, La découverte p. 103-134.

GAZIBO, Mamoudou. (2007) « Mobilisations citoyennes et émergence d'un espace public au Niger depuis 1990 », *Sociologie et sociétés*, 39 : 19-37.

GOBE, Éric et Larbi CHOUIKHA (2011), « La force de la désobéissance : retour sur la chute du régime de Ben Ali ». *Tiers-Monde*, HS(5) : 219-226.

HABERMAS, Jürgen (1997), *L'espace Public*, Paris, Payot.

KANE, Oumar et Aimé-Jules BIZIMANA (2015), « Les médias au Burundi, libertés promises et espoirs déçus », dans Marc BONHOMME, Alpha O. BARRY, Béatrice FLEURY et Jacques WALTER (dir.), *Les médias au Maghreb et en Afrique subsaharienne. Formes discursives, publics et enjeux démocratiques*, Nancy, PUN-Éditions universitaires de Lorraine, p. 155-173.

LECOMTE, Romain, (2013), « Expression politique et activisme en ligne en contexte autoritaire. Une analyse du cas tunisien », *Réseaux*, 5(181) : 51-86.

MBEMBE, Achille, (2000), *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris, Karthala.

MIÈGE, Bernard (2010), *L'espace public contemporain*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.

VIDAL, Claudine (2001), « Sphère "publique", sphère "privée" : juridictions coutumières, juridictions d'État », dans Gérard WINTER (dir.), *Inégalités et politique publique en Afrique*, Paris, Karthala : 181-193.

ZOUARI, Khaled (2017), « Les TIC et le printemps arabe : réflexions autour de l'espace public numérique », dans Maude BONENFANT, Fabien DUMAIS et Gabrielle TRÉPANIÉRIER-JOBIN (dir.), *Les pratiques transformatrices des espaces socio-numériques*, Québec, Presses universitaires du Québec, Coll. « Les Cahiers du Gerse », p. 105-118.

SOUMISSION D'UNE PROPOSITION D'ARTICLE

Les propositions d'article doivent compter entre 1 200 à 1 500 mots (bibliographie non comprise). Elles présenteront le titre, la problématique, la méthodologie, incluant la base empirique utilisée, et les principaux résultats.

La proposition doit être anonyme. L'auteur indiquera ses nom, institution d'appartenance et coordonnées directement dans le courriel.

Merci d'envoyer vos propositions par courrier électronique aux deux coordinateurs :

khaled.zouari@uca.fr

kane.oumar@uqam.ca

La réception de chaque proposition donnera lieu à un accusé de réception par courriel.

CALENDRIER

- | | |
|--------------------------|--|
| 11 février 2019 | Appel aux contributions |
| 13 mai 2019 | Date limite d'envoi des propositions d'articles. Les propositions seront évaluées par le comité scientifique en regard de leur pertinence pour le dossier thématique et de leur qualité scientifique. |
| 27 mai 2019 | Notification d'acceptation ou de refus |
| 09 septembre 2019 | Les auteurs acceptés envoient leurs articles complets directement à la revue <i>Communication</i> : revue.communication@com.ulaval.ca . La longueur de l'article final, si la proposition est retenue, sera de 40 000 à 60 000 signes, espaces non comprises (ceci inclut les notes mais exclut la bibliographie). Prière d'appliquer les consignes rédactionnelles de la revue http://journals.openedition.org/communication/6159

Chaque article sera évalué en double aveugle par un comité de lecture indépendant. Le comité de coordination en consultation avec l'équipe éditoriale de la revue <i>Communication</i> décidera, à la lumière des évaluations, de l'acceptation en l'état, de la demande de modifications ou du rejet. |

- 04 novembre 2019** Retour aux auteurs sur l'article
- 24 février 2020** Remise de la nouvelle version de l'article directement à la revue *Communication* : revue.communication@com.ulaval.ca. Le comité de coordination vérifiera si les modifications apportées répondent aux recommandations du comité de lecture indépendant.
- 16 mars 2020** Retour aux auteurs sur la nouvelle version
- Printemps 2020** Révision linguistique et retour aux auteurs pour validation et autorisation à publier.
- Été 2020** Publication

COMITÉ SCIENTIFIQUE (À CONFIRMER)

May ABDALLAH ; Christian AGBOBLI ; Julien ATCHOUA ; Serge-Théophile BALIMA ; Larbi CHOUIKHA, Evariste DAKOURÉ ; Etienne DAMOME ; Jean-Chrétien EKAMBO ; Alex FRAME ; Raoul-Germain BLE ; Éric GOBE ; Osée KAMGA ; Sihem NAJJAR.